



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/02/2018

Publication : 06/02/2018

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.01/15

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 29 janvier 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **02 février 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **29 janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 janvier, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.05), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY** (à partir D.20), Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 29 janvier 2018

2018.01/15

URBANISME - DECLASSEMENT D'UN ESPACE VERT SITUE AU DROIT DU 1 RUE DES VERDIERS – PROJET SOPIC NORD – ACCES PMR AVEC SUPPORT ENSEIGNE – ADOPTION - AUTORISATION

Monsieur Dominique THINNES, Adjoint au Maire – La Société SOPIC NORD souhaite acquérir la parcelle AZ n°461 d'une contenance de 1 500 m² afin d'y implanter une enseigne de type « sandwicherie ». Cette parcelle comprend une bande de terrain de 400 m² environ si situant en bordure de l'avenue Président Wilson sur une distance de 40 m² environ et à l'encoignure de la rue des Verdiers.

Cette bande de forme rectangulaire, actuellement à usage de talus, sera aménagée pour un équipement collectif (accès PMR) avec un support d'enseigne (Totem) pour l'entrée dans la cellule commerciale et une partie sera conservée en espaces verts (gazon et arbustes).

Cette bande de terrain d'une surface d'environ 400m², appartient au domaine public, est exclusivement engazonnée et n'est ni affectée à l'usage direct du public, ni affectée à un service public.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

CONSIDERANT

- Que cette bande de terrain d'une surface d'environ 400m², appartient au domaine public, est exclusivement engazonnée et n'est ni affectée à l'usage direct du public, ni affectée à un service public ;
- Que le déclassement ne donne pas lieu à une enquête publique puisque ce projet ne modifie ni les conditions de circulation, ni de desserte (le déclassement ne concerne pas une voie) ;

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 17 Janvier 2018, ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser Monsieur Le Maire à approuver le déclassement de cette bande de terrain de 400 m² environ du domaine public communal et de procéder à son classement dans le domaine privé de la commune.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



